



Lettre ouverte au PCF, au Parti de Gauche et à la Gauche Unitaire

Aujourd'hui, l'urgence pour notre pays c'est la mise en œuvre d'une réelle alternative à gauche. Bien sûr, le départ de Sarkozy est indispensable mais il faut créer les conditions qui empêchent le retour de la droite par la mise en œuvre d'une autre politique fondée sur l'humain plutôt que sur la finance.

La politique de santé est attaquée, les droits sociaux sont saccagés, des universités sont en faillite, les étrangers sont traqués, la TVA « sociale » annonce de nouveaux cadeaux au capital et une montée du chômage. Oui, vraiment il y a urgence !

Dans ce contexte, nous avons à faire un travail considérable de mobilisation, un travail du même type que celui accompli pour le non au référendum, mais d'une plus grande ampleur.

Nous avons l'absolue nécessité de rassembler tous ceux qui veulent ce changement et qui viennent d'horizons différents : Écologistes - car notre alternative ne peut être qu'écologiste et sociale -, communistes, républicains, socialistes déçus, anticapitalistes, indignés en recherche de perspectives, acteurs du mouvement social, syndicalistes. Tous ont été marqués par des échecs et des renoncements, des querelles de chapelles et des divisions sans fin.

Mais nous devons rassembler aussi tous ces salariés en lutte pour que leur travail soit reconnu à sa juste valeur, les enseignants mobilisés contre les projets destructeurs de l'école, les « indignés » de tous bords, les salariés que l'on jette à la porte des entreprises car pas assez « rentables » sans qu'à un seul moment on discute de l'utilité sociale de celles-ci ni du coût social de leurs licenciements, les jeunes des quartiers populaires dégoûtés de la politique. Il faut enfin convaincre ces ouvriers, ces chômeurs qui voient leur vie se dégrader et qui, désillusionnés, pensent que gauche ou droite c'est pareil et qui ne vont plus voter ou sont attirés par les illusions dangereuses du Front National.

Tous ceux-là et bien d'autres, nous voulons les rassembler.

C'est l'objectif que la FASE s'est donné depuis sa création. En juin 2011, au vu de vos réponses, nous avons décidé de participer au Front de Gauche, celui-ci représentant la seule tentative actuelle de rassemblement de la gauche de gauche. Nous voulons que ce front évolue, s'ouvre à d'autres, accueille des citoyens non encartés, des syndicalistes, des acteurs du monde associatif et que chacun s'y retrouve à égalité de droits et de devoirs, divers mais rassemblés.

Aujourd'hui, nous mesurons le chemin parcouru : la création d'assemblées citoyennes, le réel intérêt qui se manifeste autour de notre candidat commun Jean Luc Mélenchon, l'espoir que notre Front suscite chez beaucoup de gens, son élargissement à d'autres forces. Bref, nous avons avancé, mais hélas trop de freins, d'obstacles, d'inutiles divisions, nous empêchent encore de donner à voir toute la dynamique nécessaire aujourd'hui.

Dans trop de départements et de circonscriptions, des organisations politiques du Front de gauche sont repliées sur une vision étroite de leurs intérêts de parti ou entravées par des liens de dépendance au PS.

Cela se traduit par des freins à la création d'assemblées citoyennes, parfois même à des refus d'en créer, par la volonté d'en limiter les débats ou, dans la dernière période, d'en faire de simples comités de soutien aux candidats aux législatives.

On pourrait penser que des candidatures issues des autres composantes du Front de Gauche ou du mouvement social allaient de pair avec la conception d'un front élargi. Dans une situation bien différente, certes, *Izquierda Unida* a su le faire en Espagne.

Or, depuis des mois maintenant, les discussions n'aboutissent qu'à la proposition d'environ 5 ou 6 candidatures. Les autres devraient rester chasse-gardée du PCF, du Parti de Gauche et de Gauche unitaire. Ces « vieilles habitudes » qui reviennent au galop sont destructrices pour les capacités de rassemblement.

Faisons une proposition : Est-ce que vos trois organisations ne peuvent pas accepter que 10% des candidatures, c'est-à-dire un peu plus de 50 candidats, soient réservées pour d'autres formations du Front de gauche ou issues des propositions des assemblées citoyennes ? Nous choisissons un chiffre assez bas pour ne pas vous sembler excessif tout en étant significatif d'une véritable ouverture. Serait-ce une proposition tellement audacieuse qu'elle vous ferait peur ?

Il y a des périodes comme cela où il faut accorder les paroles et les actes. Faut de quoi, c'est l'ensemble de la démarche qui sera décrédibilisée aux yeux mêmes de celles et ceux que nous voulons associer.

Le temps est compté.

Soit nous créons ensemble et de façon visible une dynamique forte, comme en 2005, qui marquera les élections Présidentielle et Législatives et permettra de construire un Front durable capable de faire vivre, dans les urnes et dans les luttes, la construction d'une alternative sociale et écologiste à la société capitaliste.

Soit, renfermés sur nos petits intérêts particuliers, nos replis identitaires ou notre incapacité à sortir du modèle social libéral, nous perpétuerons des habitudes politiques dont se détourne un nombre croissant d'électeurs et nous n'irons pas jusqu'au bout des espoirs que nous avons suscités.

Nous ne reprendrons pas l'expression ancienne « Il faut changer de braquet ». Malgré tout, elle donne sens à ce que nous avons à faire, aux responsabilités qui sont les nôtres, aux possibilités considérables qui nous sont offertes et à l'urgence de changer de société.